

LE CANADA ET LA GUERRE : JOUTES INTESTINES

Les combats sont terminés, mais les discussions sur la façon dont la guerre du Golfe a commencé et sur le rôle que le Canada y a joué continuent.

PAR CHARLOTTE GRAY

LES SOLDATS CANADIENS SONT PEUT-ÊTRE TOUS RENTRÉS SAINS ET SAUFS du Moyen-Orient à l'heure qu'il est, mais selon les pacifistes du Canada, la guerre du Golfe n'est pas terminée. «Chaque jour, il meurt encore plus de mille personnes», affirmait un appel glissé dans ma boîte à lettres en juillet. «Il n'y a ni missiles ni bombes, et les victimes ne sont pas des soldats. Ce sont des enfants». L'appel venait des Médecins canadiens pour la prévention de la guerre nucléaire (MCPGN), un groupe qui a fait la une de l'actualité au printemps dernier en organisant, avec ses membres locaux, un *sit-in* devant le bureau de recrutement de l'armée canadienne à Hamilton, et avec un discours passionné contre le recours à la force prononcé à Toronto par le Dr John Polanyi, prix Nobel.

Dans l'ensemble, la position adoptée par les MCPGN était la version fleur bleue du pacifisme du printemps dernier : un dégoût pour l'attitude du gouvernement, qui a foncé tête baissée dans le conflit (et pour l'empressement du premier ministre à emboîter le pas aux Américains), sans examiner rigoureusement les autres solutions possibles. «Nous n'avons pas dit que l'emploi de la force ne se justifie jamais, explique Bill Singleton, directeur général des MCPGN. À notre sens, l'ampleur des dégâts aurait été telle dans le Golfe que la profession médicale aurait été incapable d'y faire face. Les faits nous ont malheureusement donné raison».

En réalité, la guerre du Golfe a provoqué une crise intellectuelle dans bien des groupes de pression pacifistes. Ils ne se sont pas entendus entre eux sur ce qu'aurait dû être la réaction appropriée de la collectivité internationale face à un dictateur impitoyable, ni sur la position que le Canada aurait dû adopter avant et après la guerre. Paradoxalement, ils se montrent plus unanimes aujourd'hui alors qu'ils examinent les événements depuis le hâve d'une paix officiellement proclamée.

Les autopsies du conflit pratiquées par des détracteurs comme Bill Singleton ont en commun de distiller des «Je vous l'avais bien dit». Pour eux, si Saddam Hussein est toujours au pouvoir, si l'Irak est en ruines et les champs de pétrole du Koweït, en flammes, c'est que la guerre n'a servi à rien. Chaque dépêche qui annonce la reprise des ventes d'armes au Moyen-Orient ou fait état de la famine qui sévit en Irak renforce une certitude morale que la réalité des ambitions cruelles de Saddam Hussein avait ébranlée.

LE DÉSARROI DU MOUVEMENT PACIFISTE CANADIEN PENDANT LA CRISE N'ÉTAIT guère surprenant, étant donné son hétérogénéité. Certains groupes aspirent à un remodelage radical de la société, d'autres souhaitent que la limitation des armements et le désarmement progressent par le biais d'institutions établies. Il y a le pacifisme des Mennonites et des Quakers, qui prône de tendre l'autre joue et qui transparaît dans les positions de Projet Ploughshares (un groupe pacifiste de large assise parrainé par le Conseil canadien des églises depuis 1976). Puis, il y a le rejet féministe, par La Voix des femmes, des valeurs patriarcales que représentent les alliances militaires, notamment, et les gouvernements, en général.

Beaucoup de groupes sont réunis au sein de l'Alliance canadienne pour la paix (ACP), coalition nationale fondée en 1985 qui regroupe 300 organisations (y compris des syndicats et des groupes de femmes) et des milliers de citoyens. Quelque 70 p. 100 des membres sont des femmes, une proportion qui n'est pas respectée dans l'encadrement.

Parallèlement au mouvement pacifiste, mais sans liens avec lui, on trouve différentes cellules de réflexion, comme le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (CCCAD) et l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI). Ces instituts de recherche sur

l'intérêt public se cabrent à l'appellation de «lobbies de la paix» à cause des sous-entendus idéologiques. Néanmoins, ils ont pour mandat d'aider à éclairer la population sur la nécessité de la sécurité internationale et du règlement pacifique des conflits.

Au printemps dernier, ils ont alimenté le débat public parce que leurs réunions d'information officielles régulières ont été mieux couvertes par la presse que les manifestations improvisées devant les bureaux du gouvernement. Ils ont contribué à façonner l'opinion publique qui, à son tour, a contribué à modeler la politique. «Le mouvement pacifiste en soi a eu d'influence sur les ministres, m'a assuré un haut fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures, mais les sondages d'opinion ont eu un poids considérable».

Il était prévisible, étant donné la diversité des intérêts et des intentions, que la crise du Golfe ferait ressortir les divisions au sein d'un mouvement où couvent en permanence idéalisme, argutie, internationalisme et anti-américanisme instinctif. «Pendant des semaines, raconte Thomas Homer-Dixon, coordonnateur des études sur la paix et les conflits à l'Université de Toronto, beaucoup d'entre nous en étions malades. Nous n'avons pas défini nos positions à la légère.

MALGRÉ SES PROPRES RÉFÉRENCES IMPECCABLES DANS LE MOUVEMENT PACIFISTE même (il s'est bruyamment opposé à l'invasion de la Grenade et du Panama par les Américains), le professeur Homer-Dixon est devenu faucon au milieu des colombes du campus quand il a conclu, à contre-cœur, que la force était le seul recours lorsque l'on avait affaire à un tyran aussi malveillant que Saddam Hussein.

Nous n'avions le choix qu'entre des options terribles. Je ne croyais pas que les sanctions pouvaient ramener la paix sans d'horribles souffrances humaines. Si l'on avait laissé Saddam Hussein continuer sur sa lancée, il est fort probable qu'il aurait utilisé des armes nucléaires contre Israël. Il m'a donc semblé que le plus sage était d'employer la force aussi vite et aussi résolument que possible.

Au printemps dernier, cependant, les voix que l'on entendait le plus chez les pacifistes étaient celles condamnant la guerre du golfe Persique. Or, leurs condamnations fracassantes ont contribué à insuffler de l'énergie, ne fût-ce que temporairement, à un mouvement qui, dans l'ensemble, s'essouffait. À la mi-1990, des causes plus à la mode, comme les campagnes pour la libération de Nelson Mandela ou pour sauver la forêt tropicale) ont relégué le mouvement pacifiste au second plan. «Mais le Golfe nous a recentrés sur le problème de la guerre elle-même», explique Singleton. En février, à la conférence de l'ACP à Montréal, des dirigeants de groupes pacifistes du Canada entier se sont unis pour faire pression contre la guerre. Ce qui a fait dire à Pierre Jasmin, pianiste classique, séparatiste de longue date et président du groupe québécois Artistes pour la paix : «Les Canadiens et les Québécois s'entendent enfin sur quelque chose. La paix».

La guerre du Golfe a certes galvanisé le mouvement pacifiste, mais les pacifistes eux-mêmes n'ont pas proposé de solutions au problème fondamentale de la crise, à savoir : comment la communauté internationale devrait-elle réagir face à des tyrans dangereux ? Il faut dire à leur décharge qu'ils ont été pris de court. Des gens habitués à penser par rapport au conflit Est-Ouest ont eu du mal à adapter leurs analyses à un autre contexte. De plus, les porte-parole les plus éminents ont peu montré l'exemple en la matière.

Divers analystes ont déploré l'absence de discussions éclairées. «Le débat parlementaire a été fort peu convaincant. Avant le début de la guerre, il était très partisan. Ensuite, les Libéraux ont choisi d'appuyer *a posteriori* l'action canadienne. À Washington, en revanche, toutes les positions raisonnées